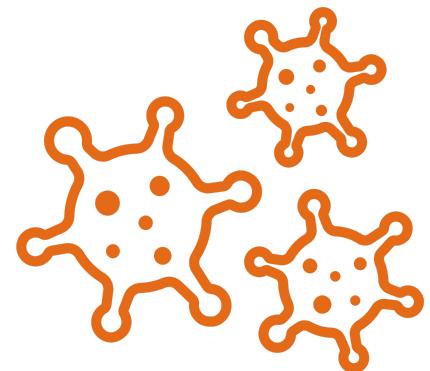


Regards nationaux sur la pandémie, sa gestion et ses effets



Auteur : Benoît Gauthier (RFE - Canada)

Éditeur : Réseau Francophone de l'Evaluation

Date : juin 2021

Regards nationaux sur la pandémie, sa gestion et ses effets

Introduction

Les évaluateur·trice·s du monde entier ont été touché·e·s de nombreuses façons par la pandémie mondiale de 2020-2021 : dans leur vie, dans leurs relations interpersonnelles, dans leurs pratiques, dans la nature et la masse de travail, etc. En ce sens, ils·elles sont le reflet des impacts de la pandémie sur la vie des sociétés dans lesquelles ils·elles vivent. Ils·elles sont aussi des témoins des effets de la gestion de la pandémie sur leurs milieux de vie.

Dans cette note, nous voulons décrire comment des évaluateur·trice·s¹ de huit pays francophones ont approché leur contribution à l'apprentissage associé à la prise en main d'une situation sanitaire inédite. Notre objectif n'est pas de porter un jugement sur le travail effectué mais plutôt de profiter de ce qu'un enjeu important était commun à ces différents pays (la réponse à la pandémie) pour prendre acte du traitement donné à cette question dans chacune des juridictions.

Corpus

En préparation à cette analyse, nous avons demandé aux têtes de pont du RFE dans chacun de ses pays membres de fournir les analyses produites concernant la réponse nationale aux défis de la pandémie. Huit associations membres du RFE ont fourni des documents. Ceci ne signifie pas que les autres pays ne se sont pas penchés sur les mêmes questions puisqu'il est possible que des rapports ne soient pas rendus publics. Certaines associations

¹ Nous utilisons l'appellation au sens très large de personne intéressée à porter un jugement sur l'action publique.

nationales ont fourni plus d'un document ; nous avons choisi un document par pays, de préférence celui qui fournissait le plus clairement une perspective évaluative sur la question.

Survol

Cette section, collage d'extraits, décrit les enjeux abordés par chacun des rapports nationaux. Les rapports sont présentés par ordre alphabétique de nom de pays.

Canada

Le rapport canadien² se penche sur les leçons tirées de la gestion de la première vague d'infections à la COVID-19 à partir d'une analyse menée par le Bureau de l'audit et de l'évaluation pour les sept premiers mois de l'intervention de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). Le but de l'examen était de cerner les pratiques exemplaires, les défis et les points sujets à amélioration.

L'examen des leçons a porté sur cinq grands domaines d'intervention de l'ASPC contre la pandémie, soit 1) les compétences, les capacités et la mobilisation; 2) les rôles et les responsabilités du Système de gestion des incidents (SGI) , du Centre des opérations du portefeuille de la Santé (COPS) et des directions générales de programmes; 3) le soutien à l'ACSP; 4) les données permettant

² Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada, Bureau de l'audit et de l'évaluation (2020) Leçons tirées de l'intervention de l'Agence de la santé publique du Canada contre la COVID-19 (Phase 1), 39 pages.

d'éclairer la prise de décisions; 5) les documents d'orientation. Ces cinq domaines, choisis parmi plusieurs thèmes possibles, ont été considérés par la haute direction de l'ASPC comme étant déterminants pour guider les changements organisationnels pouvant être apportés pendant la crise.

L'examen est basé sur 52 entrevues auprès de répondants clés des directions générales et des bureaux de l'ASPC et sur un examen des documents des programmes.

Le rapport conclut que l'intervention contre la COVID-19 a comporté de nombreuses réussites réalisées dans des délais incroyablement serrés. Néanmoins, certains des défis observés sont des problèmes récurrents précédemment identifiés lors des interventions contre la grippe H1N1 en 2009 et l'Ebola en 2014. Ces défis incluent la confusion dans les rôles et responsabilités, les difficultés à mettre en œuvre une orientation stratégique pour l'intervention et la prestation de conseils éclairés en temps opportun.

Djibouti

Le rapport de Djibouti³ s'intéresse aux effets de la propagation du COVID-19 et des mesures d'endiguement du gouvernement sur le bien-être des ménages à quatre niveaux : le revenu du travail, le revenu non lié au travail, les effets directs sur la consommation et l'interruption des services. Pour appréhender ces impacts, une enquête téléphonique a été conçue. Elle a été réalisée par le biais d'entretiens téléphoniques effectués par l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD) en juillet 2020. L'échantillon était ciblé et représentatif du premier quintile de revenu⁴ de la

³ World Bank Group et Institut National de la Statistique de Djibouti (2020) Suivi des impacts socio-économiques du COVID-19 sur les ménages Djiboutiens, Résultats de la première vague d'enquête (7-22 Juillet 2020), 16 pages.

⁴ Le « statut de pauvreté 1 » selon le texte qui correspond au premier quintile de revenu (pauvreté extrême) selon la page 31 de République de Djibouti, Ministère de la

population urbaine du pays, à l'exception des 20 % les plus riches, et de trois zones : Balbala (489 ménages), le reste de Djibouti-ville (508 ménages) et les centres urbains hors Djibouti-ville (489 ménages).

Le sondage démontre que la connaissance de la maladie du coronavirus était quasi-universelle et que la quasi-totalité des ménages connaissaient les mesures préventives visant à freiner la propagation de la maladie. L'adoption des mesures préventives a varié selon les lieux de résidence. Les ménages vivant dans des zones urbaines à l'extérieur de la capitale ont été moins nombreux à mettre en place certaines mesures préventives telles que l'utilisation de masques/gants et le fait de ne pas pouvoir envoyer les enfants à l'école. En ce qui concerne l'utilisation de désinfectant, les différences régionales sont fortes.

L'apparition de la pandémie de coronavirus a fortement perturbé l'économie nationale, tant en termes de production que d'activités économiques. Ces perturbations sont susceptibles d'avoir un impact sur le bien-être des ménages par le biais de l'emploi. Il y a des différences significatives entre les pauvres, qui sont plus affectés, et les non-pauvres.

À Djibouti, l'approvisionnement alimentaire, fortement dépendant des importations, a été déclaré être affecté par les ménages enquêtés. Les ménages pauvres ont connu des difficultés d'accès aux produits de base d'une façon relativement plus importante que les ménages non pauvres.

Les mesures de confinement et la forte demande en soins de santé pour les cas confirmés de COVID-19 ont pu restreindre l'accès des ménages au système de santé. Environ 17 % des ménages ont déclaré avoir besoin d'accéder aux soins de santé au cours du mois précédent l'enquête. Parmi ces ménages, environ 37 % des ménages, dont certains membres

femme et de famille, Commissariat au plan chargé de la statistique, Direction de la statistique et des études démographiques (2017) Etude de l'évolution de la situation de la femme à Djibouti de 2000 à 2015, 82 pages.

ont eu besoin d'une assistance médicale, n'ont pas pu accéder aux établissements de santé. Une proportion relativement plus importante de ménages dont le soutien économique est une femme n'a pas pu accéder aux soins de santé par rapport aux ménages dont le soutien économique est un homme.

France

Le document français⁵ est le rapport final de la Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise Covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques. La Mission visait à évaluer l'impact sanitaire, économique et social de la pandémie, à apprécier la pertinence, la rapidité et la proportionnalité de la réponse et à formuler des recommandations relatives au système français de réponse.

La Mission s'est appuyée sur des travaux scientifiques en épidémiologie, en économie et en sociologie et a complété son approche par la consultation de quelque 200 personnalités des univers de la santé, de l'économie et de la sphère sociale ainsi que d'experts des sciences humaines et sociales. La Mission a aussi pu compter sur des statistiques nationales et internationales relatives aux impacts sociaux, économiques et dans le domaine de la santé.

La Mission observe que les restrictions mises en place pour endiguer l'épidémie ont entraîné une perte d'activité économique sans précédent dans l'histoire récente. En réponse, l'État a dû programmer un effort public massif pour préserver le tissu économique et social. Ces investissements pèsent sur les finances publiques. La Mission juge que, rétrospectivement, des mesures comme les fermetures totales des écoles et de certains commerces semblent avoir eu un coût économique

et social excessif au regard de leur impact sur l'épidémie.

Sur le plan social, la Mission a observé que, malgré les filets de sécurité existants, toutes les populations ne sont pas également protégées et que l'augmentation prévisible du chômage et la dégradation de la situation de l'emploi dans les populations en situation de précarité pourraient accroître la pauvreté. En particulier, la crise a aussi fortement affecté les jeunes pour qui les restrictions risquent d'avoir des conséquences négatives sur leur bien-être, leur parcours éducatif et leur insertion sur le marché du travail.

En ce qui a trait à la gestion de la crise, et tenant compte de l'évolution des connaissances scientifiques, la Mission a constaté que la gravité de l'épidémie a d'abord été sous-estimée. Puis, l'évolution de la situation a mené à une réponse très restrictive avec de lourdes conséquences économiques et sociales. La troisième période de gestion a vu un relâchement des mesures et une nouvelle perte de contrôle à cause de déficiences en matière d'isolement, de test et de traçage, d'un manque de données et de l'insuffisant respect des gestes barrières ainsi que d'une réponse tardive à l'évolution de la situation. Selon la Mission, le second confinement a été mieux dosé. La Mission ne s'est pas prononcée sur la gestion de la cinquième phase de la pandémie, l'opération de vaccination.

La Mission tire six enseignements. Le niveau de préparation à la crise s'est révélé insuffisant; il s'agit d'un problème structurel. La faiblesse récurrente de l'anticipation s'est traduite par la répétition de retards dans la prise de décision. La gouvernance de la réponse était exagérément complexe et centralisée. Les autorités ont néanmoins su tirer des enseignements de leur expérience pour améliorer le pilotage au fil du temps. La réactivité, l'engagement et la mobilisation des acteurs a été remarquable tout au long de la crise. La réponse économique française a été globalement à la hauteur du choc subi, y compris en comparaison internationale.

⁵ Mission indépendante nationale sur l'évaluation de la gestion de la crise Covid-19 et sur l'anticipation des risques pandémiques (2021) Rapport final, 179 pages.

Madagascar

Le document malgache⁶ est issu d'un collectif d'organisations de la société civile qui assure, dans son rôle d'interpellation et d'éducation, un suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds alloués aux réponses à la pandémie.

La pandémie a eu des impacts socio-économiques considérables sur les ménages malgaches, observe le collectif. Pour tenter de les prévenir et les atténuer, le gouvernement a mis en place un plan d'urgence sociale afin de venir en aide aux familles jugées vulnérables, victimes les plus touchées par la crise. Les mesures sociales concentrées sur la réponse à leurs besoins vitaux ont été déployées à travers des programmes de protection sociale. Le gouvernement a aussi lancé un appel aux citoyens de chaque communauté à contribuer par la mise en place de comités locaux au niveau des quartiers et des villages pour assurer les opérations de ciblage des bénéficiaires et de distribution de ces aides sociales.

Compte tenu des risques de détournement des fonds et pour contribuer à la transparence et la bonne utilisation des fonds publics, le collectif a déployé un mécanisme de suivi citoyen de la mise en œuvre de ces mesures de protection sociale et d'aide pour les plus vulnérables. Deux méthodes ont été employées : une enquête téléphonique auprès de bénéficiaires et un suivi sur le terrain par des agents bénévoles qui ont réalisé des entretiens auprès des bénéficiaires et responsables des villages.

A partir de ses observations, le collectif tire six conclusions et recommandations. La première recommandation vise la transparence, à tous les niveaux et pour toutes les parties prenantes. La deuxième traite du ciblage des bénéficiaires et de l'application systématique des critères de sélection.

⁶ STEF (2021) Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués aux réponses à la pandémie COVID-19; enjeux de l'engagement des OSCS dans le suivi de la gestion des réponses à la pandémie COVID-19, bulletin no 4, 39 pages.

La troisième concerne la lutte contre la corruption par la dénonciation et l'accélération du traitement des doléances et plaintes. Quatrièmement, le collectif recommande le renforcement de la collaboration entre les responsables locaux et les partenaires de mise en œuvre des programmes d'aide. La cinquième recommandation vise à la fois le renforcement de la vérification des déclarations des bénéficiaires et le traitement nécessaire des situations des personnes en situation de handicap. Finalement, le collectif insiste sur le besoin d'organisation de l'effort et de systématisation des pratiques pour éviter l'arbitraire.

Maroc

Le rapport marocain⁷ se penche sur l'impact de la pandémie sur la pauvreté des enfants. Le projet visait à identifier des mécanismes pour réduire l'impact négatif de la crise sur ce groupe en utilisant un modèle de microsimulation en équilibre partiel⁸. L'analyse propose trois simulations : la première évalue l'impact de la pandémie sur la pauvreté ; la deuxième simule certaines des politiques mises en œuvre par le Royaume ; la troisième vise à développer des recommandations de politiques visant à réduire l'impact de la crise sur les ménages pauvres et leurs enfants.

L'étude établit que les canaux de transmission de la pandémie sur l'économie sont multiples : plusieurs flux monétaires sont touchés et se répercutent sur tous les agents économiques, comme la perte de croissance économique, l'inflation, le déficit

⁷ T. Abdelkhalek, D. Boccanfuso et L. Savard (2020) Maroc : Impact de la pandémie Covid-19 sur la pauvreté des enfants, 63 pages.

⁸ La microsimulation repose sur une description des comportements des unités micro-économiques; elle nécessite donc des données sur un échantillon représentatif de ces unités et des algorithmes pour retracer, pour chacun des individus de l'échantillon, son environnement et ses comportements. Dans cette étude, les données proviennent d'enquêtes effectuées en 2012, 2017 et 2019 par l'Observatoire national du développement humain.

budgétaire de l'État, les pertes de revenus d'emploi, la réduction des transferts en provenance de l'étranger. A partir des données existantes, l'étude indique que 30 000 personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté au Maroc à cause de la pandémie, soit une hausse de 8,5 %.

L'étude suggère que les mesures d'atténuation mises en place par le gouvernement sont assez efficaces dans la mesure où elles ont permis de réduire de moitié l'impact négatif sur la pauvreté au niveau national et en milieu urbain et un peu moins de la moitié en milieu rural. Les inégalités ont néanmoins augmenté substantiellement suite à la pandémie.

L'analyse indique que les enfants de moins de cinq ans subissent un impact plus négatif que l'ensemble de la population. Un peu plus d'un demi-million d'enfants âgés de moins de 18 ans pourraient tomber dans la pauvreté suite à la pandémie. Cependant, les mesures du gouvernement seraient efficaces pour réduire l'impact négatif. Il est aussi important de souligner que la crise a provoqué des effets plus forts pour les enfants du milieu rural et que les mesures adoptées seraient moins efficaces qu'en zone urbaine.

Sénégal

Le document du Sénégal⁹ fait la synthèse des contributions intellectuelles d'organismes publics, de groupes de réflexion, de centres de recherche, d'universités relatives aux impacts socio-économiques de la pandémie au Sénégal.

Sont d'abord décrites les mesures organisationnelles prises. Le plan de riposte sanitaire comportait trois étapes : pré-épidémique, épidémique et post-épidémique. La première phase s'est concentrée sur la formation du personnel de santé, le renforcement des capacités des agents de santé

⁹ Bureau de Prospective Économique, Secrétariat Général du Gouvernement (2021) Synthèse des contributions intellectuelles relatives aux impacts socioéconomiques de la COVID 19 au Sénégal, 24 pages.

et le renforcement de la surveillance des frontières. La deuxième phase voit le déclenchement du dépistage et du suivi des contacts des cas identifiés, isolés dans 27 centres de traitement utilisant un protocole prédéterminé. Au vu de la surcharge subséquente du réseau de la santé, une prise en charge extra hospitalière est organisée. A ces mesures s'ajoutent les restrictions maintenant connues : fermeture des frontières, état d'urgence, couvre-feu, suspension des transports inter-urbains, distanciation, port du masque, fermeture de certains commerces. Le gouvernement a aussi mis en place un Plan de résilience économique et sociale à quatre piliers : le renforcement du système de santé, le renforcement de la résilience sociale des populations, la stabilité macroéconomique et financière pour soutenir le secteur privé et maintenir les emplois et l'approvisionnement régulier en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques et denrées de première nécessité.

Selon les enquêtes téléphoniques citées, la quasi-totalité des Sénégalais·e·s connaît la maladie et au moins une mesure gouvernementale contre la pandémie ; ils déclarent appliquer des gestes barrières. Une large majorité des ménages apprécie les mesures administratives, économiques et sociales édictées par le gouvernement, même si la participation au dispositif d'apprentissage à distance est restée faible, surtout en milieu rural. Sans surprise, la très grande majorité des entreprises se disent négativement touchées par la crise, surtout les secteurs des hôtels, bars et restaurants, des services fournis aux entreprises, des services personnels et divers du commerce, des autres industries, et des transports. En conséquence, la pandémie a eu des impacts négatifs sur le bien-être et la pauvreté, à travers les principaux canaux de transmission qui sont liés aux revenus du travail et aux transferts de fonds.

Les données macroéconomiques démontrent que l'économie sénégalaise devrait se contracter de 0,7 % en 2020 contre une prévision initiale de croissance de 6,8 %. En conséquence, le déficit budgétaire devrait davantage se creuser sous l'effet

des mesures de soutien. De plus, le déficit du compte courant se détériorera.

En matière de pauvreté, la crise pourrait avoir fait basculer en 2020 près d'un million de personnes dans la pauvreté, principalement dans les zones rurales par le biais d'une diminution des transferts de fonds. Globalement, en termes de développement humain, la COVID-19 a eu un effet négatif sur l'Indice de développement humain élargi au Sénégal avec une réduction de 2,8 %.

Suisse

Le rapport suisse¹⁰ évalue la gestion de crise de l'administration fédérale pendant la première phase de la pandémie de COVID-19, de la fin février à la mi-août 2020, et en tire les premiers enseignements. Il analyse dans quelle mesure cette gestion a été efficace et efficiente. Il n'examine pas l'effet des mesures de politique sanitaire, ni des mesures économiques. Il se fonde sur l'analyse d'un questionnaire en ligne soumis à des employé·e·s de la Confédération et des cantons ainsi qu'à d'autres acteurs, d'entrevues de personnes-clefs dans le domaine de la gestion de crise et sur l'analyse de documents.

L'étude conclut son évaluation de la gestion de crise globalement positivement. Le rapport montre que, d'une manière générale, l'administration fédérale a travaillé avec efficacité. L'efficience de la gestion de crise recèle toutefois un potentiel d'amélioration.

Le rapport analyse cinq domaines thématiques. D'abord, l'évaluation de la collaboration avec les cantons est globalement positive, même si la délimitation des tâches, des compétences et des responsabilités aurait pu être clarifiée. Ensuite, les produits élaborés sont jugés de bonne qualité ; on considère qu'ils ont contribué à la maîtrise de la crise, bien que certaines communications auraient pu être plus précises. Troisièmement, les bases

¹⁰ Chancellerie fédérale ChF (2020) Rapport concernant l'évaluation de la gestion de crise pendant la pandémie de COVID-19 (1re phase / février - août 2020), 35 pages.

légales, les directives, les planifications et les conceptions régissant la gestion de crise étaient généralement disponibles et connues et ont permis de réagir d'une manière adéquate ; elles se sont toutefois révélées insuffisamment contraignantes et parfois imprécises. Quatrièmement, l'association d'acteurs externes à l'administration à la maîtrise de la crise, notamment de représentants des milieux scientifiques et économiques et des partenaires sociaux a été suffisante, mais elle n'a pas toujours été systématique et a parfois tardé. Finalement, l'évaluation de la communication externe est positive, mais la communication interne est moins bien notée.

Tunisie

Le rapport en provenance de Tunisie¹¹ fournit une estimation économétrique de l'impact du COVID-19 sur l'économie tunisienne et plus particulièrement sur les microentreprises en termes de fragilité financière ainsi que sur les ménages en termes d'aggravation de la pauvreté.

L'étude est basée sur un modèle d'équilibre général pour estimer les impacts du choc COVID-19 sur l'économie tunisienne. Le modèle est structuré en 16 secteurs et 103 branches d'activités, deux facteurs de production (main d'œuvre et capital) et quatre agents (ménages, entreprises, État et reste du monde). L'étude a désaggrégié les ménages en 22 catégories pour pouvoir analyser la pauvreté multidimensionnelle. Le modèle estime l'impact de la pandémie sur l'économie tunisienne à travers trois canaux de transmission : la baisse de l'offre des biens et services, la baisse de la demande des ménages et la baisse de l'investissement.

¹¹ Programme des Nations Unies pour le Développement-Tunisie en collaboration avec le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (2020) Impact économique du COVID-19 en Tunisie; analyse en termes de vulnérabilité des ménages et des micro et très petites entreprises, 75 pages.

Selon les résultats de cette étude, la pandémie entraînerait en 2020 une décroissance économique de 4,4 % plutôt que la croissance de 2,7 % initialement prévue. Le confinement et la baisse de la production engendreraient une augmentation du taux chômage de 15 % à 21,6 %, soit près de 274 500 nouveaux chômeurs sur l'année 2020. La récession économique prévue se traduirait par un ralentissement de la croissance de certains types d'impôts et une contraction d'autres.

Les simulations montrent que le choc de la pandémie accentue la fragilité financière de la majorité des micro-entreprises. Cette vulnérabilité financière présente de fortes disparités régionales mais différenciées selon le secteur d'activité.

Le taux de pauvreté monétaire passerait de 15,2 % à 19,2 % (de 15,5 % à 19,7 % pour les femmes, et de 14,8 % à 18,7 % pour les hommes), faisant basculer les revenus d'environ 475 000 individus en dessous du seuil de la pauvreté monétaire en l'absence d'une intervention quelconque de l'État. Le taux de la pauvreté monétaire extrême augmenterait de 2,8 % à 3,9 %.

La pandémie aggrave les inégalités de revenus, mais également les inégalités d'opportunités dans le sens où toutes les populations n'ont pas accès aux mêmes opportunités de financement, digitalisation, moyens de communication, etc. et sont donc exposées de manière différenciée au COVID-19 et à ses effets négatifs.

Analyse

Un tableau de synthèse résume les questions abordées par les différents rapports nationaux, les méthodes utilisées et les conclusions tirées.

Il est intéressant de noter que quatre démarches (Canada, France, Madagascar, Suisse) s'intéressent davantage à la qualité de la gestion de la crise qu'à l'efficacité des mesures mises en place. S'ils distribuent généralement de bonnes notes, surtout en ce qui a trait à l'engagement des acteurs, ces

rapports pointent presque systématiquement des enjeux de manque de préparation, d'insuffisance de coordination, de confusion de responsabilités, de complexité excessive dans la gestion des réponses et de manque d'agilité dans la communication.

Tout en mettant davantage l'accent sur les effets de la crise sur la population, les quatre autres rapports (Djibouti, Maroc, Sénégal, Tunisie) offrent des indications sur l'efficacité des mesures. Selon ces analyses, les mesures prises par les gouvernements – qui s'avèrent semblables d'un pays à l'autre – ont généralement réussi à limiter les dégâts mais l'ont fait moins efficacement auprès des populations déjà à risque (ménages pauvres, jeunesse, milieux ruraux) qui ont vu leur vulnérabilité s'aggraver.

Les entrevues que l'on suppose qualitatives et en profondeur forment une part importante de la démonstration dans quatre rapports (Canada, France, Madagascar, Suisse). Trois analyses utilisent des résultats de sondages téléphoniques ou en ligne de populations ou d'expert·e·s (Djibouti, Madagascar, Suisse). Deux rapports sont essentiellement basés sur des analyses économétriques (Maroc, Tunisie) alors que la littérature a inspiré deux documents plus particulièrement (Sénégal, France).

Au final, ce corpus de huit perspectives nationales sur la gestion de la pandémie de COVID-19 brosse un portrait très diversifié de préoccupations et d'approches de l'analyse de cette situation. Notre synthèse n'a pas de prétention d'objectivité mais elle démontre déjà que les perspectives nationales se reflètent dans le choix des questions à traiter en priorité et dans les approches utilisées pour fournir des réponses.

Pays	Questions	Méthodes	Conclusions
Canada	Réponse organisationnelle à la pandémie	Entrevues d'intervenant-e-s clés	Nombreuses réussites mais défis concernant une confusion dans les rôles et responsabilités ; des difficultés à mettre en œuvre une orientation stratégique pour l'intervention et la prestation de conseils éclairés en temps opportun.
Djibouti	Effets des mesures d'endiguement sur le bien-être	Enquête téléphonique	Connaissance universelle des mesures préventives mais utilisation variable. Fortes perturbations économiques et d'accès aux services surtout chez les plus pauvres.
France	Impact de la pandémie et appréciation de la réponse	Littérature, entrevues d'experts et non-experts, statistiques nationales	La réponse a entraîné une perte d'activité économique sans précédent. Certaines mesures ont eu un coût économique et social excessif au regard de leur impact sur l'épidémie. Accroissement de la pauvreté et impact plus important là où il y a précarité. Préparation structurellement insuffisante. Gestion exagérément complexe et centralisée. Engagement remarquable des acteurs.
Madagascar	Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds alloués aux réponses à la pandémie	Enquête téléphonique et entretiens (bénéficiaires et responsables des villages)	Besoin de plus de transparence, à tous les niveaux et pour toutes les parties prenantes ; besoin d'application systématique de critères de sélection des bénéficiaires ; dénonciation et accélération du traitement des doléances et plaintes ; besoin d'organisation de l'effort et de systématisation des pratiques pour éviter l'arbitraire.
Maroc	Impact de la pandémie sur la pauvreté des enfants	Microsimulation en équilibre partiel	Mesures d'atténuation assez efficaces : réduction de moitié de l'impact négatif sur la pauvreté au niveau national et en milieu urbain et un peu moins de la moitié en milieu rural ; cependant, augmentation substantielle des inégalités. Les enfants de moins de 5 ans subissent un impact plus négatif que l'ensemble de la population.
Sénégal	Impacts socioéconomiques de la pandémie	Synthèse de publications	Connaissance universelle des mesures préventives. Entreprises fortement touchées. Contraction économique et déficit budgétaire. Un million de personnes pourraient basculer dans la pauvreté en 2020, principalement dans les zones rurales. Réduction de 2,8 % sur l'Indice de développement humain élargi.
Suisse	Gestion de crise de l'administration fédérale	Sondage et entrevues	Gestion efficace mais améliorations possibles de l'efficience. Angles : collaboration avec les cantons, produits élaborés, design de gestion de crise, cooptation d'acteurs externes, communication, chacun comportant des aspects positifs et des améliorations à envisager.
Tunisie	Impact de la pandémie sur l'économie tunisienne	Modèle d'équilibre général	Décroissance économique, augmentation du chômage, fragilité accrue des micro-entreprises avec fortes disparités régionales et selon les secteurs, augmentation de la pauvreté monétaire, aggravation des inégalités de revenus et d'opportunités.

Auteur

Benoît Gauthier - RFE/SCÉ - Canada

Comité de lecture

Laurent Barbut - RFE/SFE - France
Claudine Morier - RFE/SEVAL - Suisse
Thaddée Yossa - RFE/CaDEA - Cameroun



Une publication du Réseau Francophone de l'Evaluation (RFE)

Numéro ISSN : 2534-6466

Retrouver les numéros de **Synthèses RFE** :
www.rfevaluation.org

Nous suivre



21 rue des Grands Champs, 75020 Paris
Courriel : rfe@rfevaluation.org